

La Ferdi a participé à la réunion :

## Beyond Istanbul

### Challenges after the UNLDC IV and Trade Preferences for LDCs

*28 June 2011, Centre William Rappard, WTO, Room E*



La **Quatrième Conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés (PMA)** s'est tenue à Istanbul, du 9 au 13 Mai 2011. L'objectif de cette rencontre : adopter un nouveau [Programme d'Action en faveur des PMA pour la décennie 2011-2020](#), succédant à celui de Bruxelles, établi en 2001. Avec ce nouveau Programme, les Nations Unies espèrent, d'ici à 2020, sortir de cette catégorie la moitié des pays actuellement concernés, et réduire ainsi leur niveau de pauvreté de façon significative.

Forte de son expertise dans ce domaine, la Ferdi s'est activement impliquée dans la préparation de cette conférence internationale ([Evènement préparatoire portant sur la vulnérabilité des PMA organisé à New York le 9 Mars 2011](#)) ainsi que dans divers évènements parallèles aux discussions plénières d'Istanbul : organisation de l'évènement « [Optimiser les mesures de soutien aux PMA : accès, utilisation, efficacité](#) », participation aux panels "[Tackling structural vulnerabilities and enhancing resilience of LDCs to crisis](#)", "[Is the success in Africa Sustainable ?](#)", et "[Can Trade be Part of the Solution ?](#)".

La préparation du nouveau Programme d'Action avait été l'occasion de faire le bilan des succès et limites du programme précédent. Principal problème mis en lumière lors de la conférence d'Istanbul : le manque de suivi de la mise en œuvre du programme sur la période 2001-2011. Cette limite a fait l'objet d'une attention particulière : le point n°5 du nouveau Programme d'Action d'Istanbul (**IPoA**) affirme ainsi la nécessité d'un suivi rigoureux et d'un monitoring permanent des actions entreprises, afin de minimiser les risques et les retards qui pourraient mettre en péril le bon déroulement du programme.



Ainsi, à l'aube de la mise en place de l'IPoA et afin de contribuer au mieux aux efforts de suivi, le système des Nations Unies et les acteurs de la société civile les plus concernés par les PMA s'organisent. C'est dans cette mouvance que s'est déroulée la réunion « **Beyond Istanbul: Challenges after the UNLDC IV and the Trade Preferences for LDCs** », organisée conjointement par l'International Center for Trade and Sustainable Development (ICTSD), le Centre de Développement de l'OCDE et le Centre for Policy Dialogue à Dacca ([voir le programme](#)), et où des membres de la Ferdi étaient présents dans l'audience (Kelly Labar) et en tant qu'intervenant (Patrick Guillaumont, Jaime de Melo).



Cette réunion de travail s'est déroulée en deux temps : la matinée fut dédiée à la discussion de l'IPoA et au suivi de sa mise en œuvre, l'après-midi fut consacré aux préférences commerciales accordées aux PMA. Le document ci-dessous fait état des conclusions de la matinée.

### **Assessing the Istanbul Programme of Action**

La discussion de l'IPoA par les intervenants de la première session a permis de souligner les points encourageants mais aussi les limites potentielles du nouveau programme. En effet, bien que certains se félicitent des avancées du programme, d'autres sont sceptiques quant à son contenu et émettent des doutes sur la probabilité d'atteindre son principal objectif, à savoir : « *surmonter les problèmes structurels qui se posent aux pays les moins avancés afin d'éliminer la pauvreté, d'atteindre les objectifs de développement définis sur le plan international et de permettre à ces pays de quitter la catégorie des pays les moins avancés* » (IPoA, 2011, p.7).

Les débats ont ainsi vu s'opposer des intervenants convaincus que ce nouveau programme n'aura pas de mal à être appliqué et d'autres, plus réservés et inquiets des éventuelles difficultés de compréhension de certaines mesures. Ces derniers ont par ailleurs souligné que de nombreuses zones d'ombres demeurent concernant le financement des actions du programme.

### **Monitoring and follow-up actions**

Un point du débat a fait l'unanimité parmi les participants, la nécessité de suivre régulièrement la mise en œuvre du programme pendant les dix prochaines années. Le second secrétaire de la Mission Permanente de la Turquie à l'OMC a rappelé l'existence nouvelle du « suivi parlementaire » potentiellement applicable à l'IPoA et souligné le soutien spécifique de la Turquie pour le suivi et le monitoring du programme avec la mise à disposition de 5 millions de dollars dans ce but. La façon dont ce suivi doit être réalisé a cependant fait l'objet de débats et des solutions complémentaires ont été énoncées. A côté du système des Nations Unies, qui constitue l'institution leader pour assurer ce suivi, un complément indépendant issu de la société civile serait nécessaire.

La deuxième session de la matinée s'est donc centrée sur le processus de suivi, les intervenants présents reflétant cette complémentarité entre système des Nations Unies – avec la présence de l'Ambassadeur du Lesotho à l'OMC et un représentant de la CNUCED – et représentants d'organismes indépendants – à travers la présence du Centre for Policy Dialogue, de la Ferdi ou encore de l'Université de Galatasaray. Les intervenants ont souligné la nécessité d'améliorer la transparence dans la mise en œuvre du Programme d'Action. Les actions telles qu'elles apparaissent dans l'IPoA ne sont à l'heure actuelle pas toutes directement réalisables et donc évaluables. L'une des missions qui incomberont au Comité de Suivi sera d'identifier, au sein du Programme, les actions qui pourront être réalisées et pourront être soumises à évaluation.

Pour Debapriya Bhattacharya (Ancien ambassadeur du Bangladesh à l'OMC et Distinguished fellow du Centre for Policy Dialogue), il est primordial de conjuguer dès à présent les efforts et compétences de centres de recherche et des think-tanks tels que le Centre for Policy Dialogue,

l'ICTSD, l'OECD Development Centre et la Ferdi. Le Dr. Bhattacharya a par ailleurs souligné que la constitution d'un tel réseau d'acteurs est en parfaite cohérence avec la volonté de suivi de la mise en œuvre du programme d'action. Les activités de suivi se baseraient ainsi sur trois éléments majeurs :

- Une complémentarité des activités de suivi mises en œuvre par le réseau d'une part et par le système des Nations Unies et des processus intergouvernementaux d'autre part. Cette complémentarité a vocation à augmenter la transparence du processus de suivi du Programme d'Action.
- Une clarification de l'IPoA afin d'établir des références et de quantifier les objectifs. Cette étape est nécessaire à la réalisation du suivi et à la vérification de l'atteinte des objectifs.
- Une prise en compte des interdépendances entre les mesures mentionnées dans l'IPoA.

Les activités de suivi devraient être engagées avec divers partenaires du développement. Elles requerraient des bases de données importantes.

Ce projet, qui présente une occasion majeure pour la société civile de participer au suivi de la mise en œuvre du Programme d'Action d'Istanbul devra faire l'objet d'approfondissement et de discussions supplémentaires.

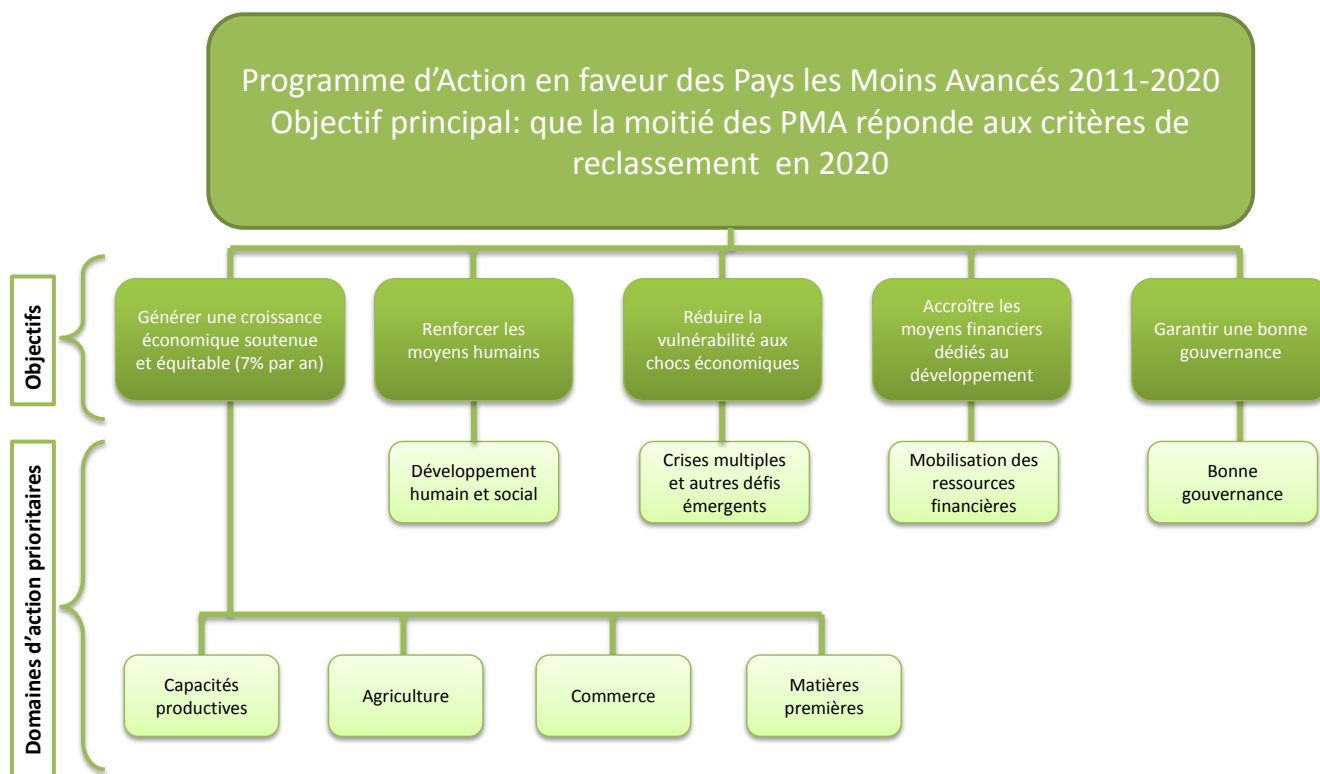
Patrick Guillaumont, Président de la Ferdi, a souligné trois points :

- un débat sur les suites d'Istanbul est nécessaire (risque d'effacement dans l'agenda international)
- il est essentiel d'éviter les duplications dans le travail de suivi et monitoring (need to monitor the monitoring)
- l'apport des think tanks au processus d'évaluation est de proposer une évaluation indépendante, fondée sur la recherche et ciblée sur des objectifs spécifiques, correspondant aux caractéristiques et problèmes spécifiques des PMA.

Dans la continuité de ses activités concernant les PMA, la Ferdi souhaite contribuer à tout processus visant à une meilleure prise en compte des Pays les Moins Avancés au sein de la communauté économique, politique et sociale internationale.

## En complément : l'IPoA et les réactions qu'il a suscité parmi les intervenants...

### Le programme d'actions en schéma



Source : CDP Secretariat et Kelly Labar

#### • *Les points encourageants de l'IPoA*

Les éléments suivants ont été soulignés comme encourageants pour l'avenir des PMA et constituent une avancée importante par rapport au Programme d'Action de Bruxelles :

- Il existe un lien entre les critères de définition des PMA et les priorités définies dans l'IPoA (Objectifs spécifiques 1 à 3).
- 
- Pour la première fois, la sortie de la catégorie des PMA est reconnue comme un objectif du programme, l'objectif (réduire de moitié le nombre de PMA d'ici à 2020) paraît très ambitieux.
- L'accent mis sur l'augmentation des capacités productives de ces pays a été plusieurs fois souligné comme un point encourageant car il reflète un objectif de long terme pour les PMA qui bénéficieront ainsi de moteurs de croissance propres et entretenus à terme. Le projet d'établir un Centre des sciences et technologies et l'importance donnée à l'innovation ont été mentionnés à plusieurs reprises comme des actions concrètes permettant de contribuer à l'augmentation de ces capacités productives.

- Les intervenants ont également loué l'accent mis sur l'appropriation par les PMA de ce programme d'action et sur leur leadership dans sa mise en œuvre.
- Certains points centraux laissés pour compte jusqu'à présent ont pris davantage d'importance dans ce nouveau programme d'action comme le changement climatique ou encore la question des règles d'origine et de l'accès aux marchés.

- ***Les potentielles limites de l'IPoA***

Les limites et difficultés suivantes ont été énoncées par les intervenants :

- Il existe des interdépendances entre les cinq objectifs spécifiques du programme. Il peut alors apparaître complexe de briser le cercle vicieux -faible croissance, faible capital humain et forte vulnérabilité économique - piégeant les PMA dans la pauvreté.
- Bien que le nombre d'actions présentées dans le programme soit très élevé (environ 250 mesures), le nombre d'actions nouvelles par rapport au Programme d'Action de Bruxelles est beaucoup plus faible. Par ailleurs, beaucoup d'actions s'avèrent a priori très complexes à mettre en œuvre.
- Les risques systémiques ne sont pas assez pris en compte dans le programme.
- Le financement de la mise en œuvre de l'IPoA reste également une question délicate.
- Le vocabulaire utilisé dans le programme laisse une marge d'interprétation de certaines actions
- Le Programme d'action contient trop peu de réels engagements de la part des partenaires du développement.
- Certaines inquiétudes ont été énoncées quant à la possibilité de réalisation de la moitié des objectifs d'ici à 2015, période à laquelle l'évaluation de mi-période sera réalisée.